

Pierre Rosanvallon, *L'Age de l'autogestion, ou la Politique au poste de commandement*, collection Politique, 1976

Claude Durand

Citer ce document / Cite this document :

Durand Claude. Pierre Rosanvallon, *L'Age de l'autogestion, ou la Politique au poste de commandement*, collection Politique, 1976. In: Sociologie du travail, 18^e année n°4, Octobre-décembre 1976. Le corps du pauvre. pp. 448-451;

https://www.persee.fr/doc/sotra_0038-0296_1976_num_18_4_1527_t1_0448_0000_1

Fichier pdf généré le 27/04/2018

COMPTES RENDUS

Pierre Rosanvallon

L'Age de l'autogestion, ou la Politique au poste de commandement.
Seuil, collection Politique, Paris, 1976, 187 p.

Voici un livre qui fera date dans les orientations du mouvement ouvrier contemporain, la meilleure analyse théorique de l'autogestion. Seul un militant CFDT pouvait nous la donner. L'autogestion découverte en mai 68 comme pratique n'était encore définie dans les années suivantes que de façon balbutiante, plutôt sous l'angle de ses refus que sous la forme de ses objectifs. Un récent congrès CFDT la réduisait à une pédagogie de l'action. On pouvait rester inquiet à l'égard de la confiscation que tentait de faire de l'autogestion le mouvement coopératif, puis les partis politiques, la ridicule récupération gouvernementale sous la forme de la participation ne faisant pas problème.

La théorie se cherchait et progressait. La voici cette fois clairement esquissée, d'autant plus nette et plus claire qu'elle accepte de se confronter à son émule historique : le socialisme marxiste.

L'analyse des dimensions de l'autogestion est centrée sur cinq grands thèmes :

- la réhabilitation de la dimension politique du socialisme,
- les conditions de la démocratie,
- l'appropriation sociale des moyens de pouvoir (et pas seulement des moyens de production) dans la société,
- la stratégie de cette appropriation (l'expérimentation sociale),
- l'esquisse de l'autonomie des modes de production.

P. Rosanvallon commence par situer la question de l'autogestion dans une grande fresque des théories socialistes de l'État. Les classiques du marxisme (Marx, Engels, Lénine), influencés par Hegel et Saint-Simon, n'ont pas su traiter du rôle de l'instance politique dans la société socialiste.

Marx affirme contre Hegel la suprématie de la société civile sur la société politique, suprématie fondée sur l'activité du peuple travailleur et le principe de la propriété sociale. Dans la phase de transition la dictature du prolétariat élimine l'exploitation. Ensuite le dépérissement de l'État doit assurer l'anéantissement de la société politique dans la société civile. Mais les théoriciens marxistes restent vagues et peu convaincants dans leur théorie du dépérissement de l'État. Seul Gramsci a poussé la réflexion sur le rôle politique de l'État dans la société civile comme instrument de régulation sociale. La réduction du pouvoir de l'État n'est ni réalisée dans l'évolution concrète des régimes socialistes, ni clairement conçue dans la théorie marxiste.

Pour l'auteur la souveraineté de la société civile loin de supposer l'anni-

hilation de la société politique est conditionnée par la constitution d'une véritable société politique qui serait l'élément clé de l'autogestion. Les étapes suivantes de l'analyse esquissent les modalités de cette souveraineté de la société civile. L'autogestion est l'exercice collectif de la décision. Mais la pratique du pouvoir collectif subit le processus d'usure de la représentation et de dégradation de la participation : les rapports mandatés/mandataires se transforment en rapports dirigeants/dirigés par une autonomisation progressive du délégué.

L'autogestion ne peut se concevoir sans théorie politique concrète. L'une de ces théories est celle de la démocratie populaire. Le marxisme définit la démocratie comme l'exercice du pouvoir par la classe ouvrière. L'État socialiste par définition incarne le pouvoir du peuple. Mais, remarque l'auteur, personne n'a jamais vu une classe exercer directement le pouvoir. Dans la théorie léniniste, c'est le parti conçu comme avant-garde de la classe qui incarne la classe et agit en son nom ; le parti agit dans l'intérêt du prolétariat sans même que celui-ci en ait nécessairement conscience. Cette idéologie de l'avant-garde conduit à un moralisme militant, au mépris de la masse, jugée ignorante et incapable, et favorise l'avènement de l'État totalitaire.

A l'opposé le conseillisme propose la démocratie directe, le peuple assemblé et délibérant. Cette forme de démocratie ne peut être que momentanée et elle est liée à des phénomènes de *leadership* charismatique. Elle facilite aussi les manipulations de l'assemblée par des groupes clandestins. Elle ne vaut que pour des groupes de faible dimension, un atelier, un immeuble. Elle suppose un agent unificateur des décisions de base.

Si l'autogestion veut allier la qualité démocratique du processus de décision à la finalité démocratique du pouvoir elle devra se poser plusieurs questions : celle de la publicité du pouvoir (définition des sujets concrets du pouvoir), celle de l'autorité (à la fois imposée et intériorisée), la question de la compétence et de la hiérarchie, du statut de la fonction de direction, des dimensions des unités autogérées, des lieux du pouvoir (dont la diffusion facilite l'autogestion). Comme développement d'une véritable société civile, l'autogestion passe par la constitution d'un réseau d'organisations qui la structurent : comités de quartiers, clubs, syndicats. Le développement du tissu associatif de la société civile est une condition de la décentralisation des pouvoirs. Ceci suppose que les partis instaurent des rapports nouveaux avec les organisations de masse.

L'appropriation sociale des moyens du pouvoir dans la société est la condition essentielle de la mise en œuvre de l'autogestion. La problématique socialiste traditionnelle ne se préoccupait que de l'appropriation des moyens de production. Ceci n'entamait ni le système de répression de l'État, ni la bureaucratie de l'administration qui risquait même d'être consolidée dans la mesure où la centralisation de la propriété conditionnerait la mise en œuvre d'une production planifiée.

La critique de la notion de nationalisation précise ce point de vue. La nationalisation qui dissocie propriété et gestion représente un progrès par rapport à l'étatisation. Elle démantèle l'unité juridique de l'entreprise. Mais la participation des travailleurs à la gestion, réduite au seul niveau du conseil d'administration, ne suffit pas à définir une appropria-

tion réelle de l'organisation du travail et des conditions de travail par les travailleurs.

La « dépropriation socialiste » devrait poser le problème des rapports entre les droits autogestionnaires des travailleurs et les droits de la planification démocratique par une répartition des différents droits de décision entre l'ensemble des collectivités concernées : travailleurs, consommateurs, défenseurs de l'environnement, etc.

Quels sont les moyens de cette appropriation sociale du pouvoir ? Plusieurs processus sont esquissés. D'abord celui que l'auteur dénomme « l'inversion technologique ». La technologie abritait une pseudo-neutralité derrière l'idéologie industrielle du progrès qui faisait converger progrès social et croissance économique, à tel point que Lénine recommandait pour assurer le développement industriel de se mettre à l'école de Taylor. Or la technologie n'est pas neutre : elle incarne une certaine conception du rapport entre techniques et structures sociales : la concentration industrielle, liée à certaines formes de technologie, implique des structures sociales bureaucratiques et hiérarchiques. La démesure de l'outil industriel amène à développer des structures technocratiques d'intégration au travail au détriment des structures d'autonomie.

L'information est la clef de la démocratie : il faut démasquer la spécialisation du savoir qui est un mode de domination sociale en socialisant les moyens d'organisation et d'information. L'auteur s'appuie ici sur l'exemple de l'autogestion du plan. Longtemps identifiée à l'idée d'économie socialiste, l'économie planifiée paraissait porter en elle-même la garantie de sa rationalité à la fois économique et sociale. Or la planification est devenue une technique de gestion économique, un ensemble de moyens et de méthodes économiques détachés de leurs objectifs sociaux. Le plan n'est pas seulement une méthode de gestion de l'économie. Il doit être aussi le moyen de choisir « un modèle de développement », de mettre en œuvre « des choix de société démocratiquement déterminés ». « Autogérer le plan c'est le politiser » (p. 148), c'est-à-dire subordonner la rationalité de ses méthodes à des choix de société. La centralisation marxiste du plan symbolisait l'unification de la société. Or une économie auto-gestionnaire est nécessairement contractuelle et incompatible avec une planification centralisée. Il faut briser la conception de la planification comme secret d'État et soumettre, par exemple, les orientations de l'industrie électro-nucléaire à un débat public. La planification démocratique doit promouvoir un nouveau mode d'exercice du pouvoir qui concilie planification et autogestion. Pour la CFDT le socialisme est un mode d'organisation sociale avant d'être un mode de production économique. C'est pourquoi l'auteur intitule son esquisse du modèle d'autonomie des modes de production « de l'économie des besoins à l'économie des rapports sociaux ».

Cette conclusion attaque la théorie marxiste des besoins : conçue tantôt en référence aux concepts de satisfaction et de survie, tantôt par rapport aux notions de bonheur et d'abondance, cette théorie des besoins reste vague et confuse. S'il s'agit de désirs, cela suppose une théorie de la « croissance illimitée », ou une « économie du bonheur ». L'auteur, citant Baudrillard, remarque que les besoins sont le produit du système de production

et il oppose à l'économie des besoins une économie des rapports sociaux. Celle-ci serait basée sur la critique des différences (disparités, hiérarchies, inégalités) qui structurent le système de production-répartition. Il s'agirait d'accoupler à l'objectif d'une égalisation économique celui d'une différenciation sociale. La société autogestionnaire réaliserait le droit à la différence en investissant dans la vie culturelle le besoin de différenciation sociale.

Sous le nom de « société autogestionnaire postindustrielle » l'auteur brosse le tableau d'une société multidimensionnelle, économiquement et technologiquement hétérogène, qui comporterait à la fois des champs de production industriels et artisanaux, un développement de secteurs économiques non marchands, une décentralisation de l'appareil productif (la surcapitalisation de l'économie est tenue pour responsable de la crise économique), enfin un rééquilibrage entre activités de travail et de non-travail.

Cette magistrale analyse théorique marquera une étape importante dans l'élaboration de la mouvante doctrine de la CFDT. Elle représente une synthèse subtile des contradictions encore mal résolues entre la planification démocratique et les nouvelles exigences autogestionnaires.

Elle ne peut que contribuer à consolider le rôle fondamental des orientations autogestionnaires dans l'évolution du mouvement ouvrier et dans l'avènement d'un socialisme démocratique.

Claude Durand

François Michon

Chômeurs et Chômage,

P.U.F., Paris, 1975

Voici un travail qui part à contrepied de la plupart des ouvrages sur le même sujet : il n'est pas ici question de vérifier des hypothèses économiques élaborées par ailleurs. Il s'agit avant tout de « traiter » les données sur les chômeurs recueillies par l'INSEE dans le cadre des enquêtes sur l'emploi. Pour l'essentiel, enquêtes annuelles au cours des années 1962 à 1967, avec quelques corrections pour tenir compte des apports des enquêtes ultérieures.

Bien que s'appuyant sur des méthodes statistiques fort simples, et éprouvées, la recherche se déroule en apparence selon le schéma de la statistique descriptive ou de l'analyse de données : face à cette « boîte noire » que constitue le chômage, face à une machine en fonctionnement, on dispose de certaines informations, pour l'essentiel quantitatives ; on va tenter de les relier. Comme cette liaison ne peut se faire avec d'autres informations économiques, soit parce que l'on n'en dispose pas (toutes celles qui concernent l'entreprise), soit parce qu'elles sont trop globales (les variables macroéconomiques habituelles), on partira des effets différentiels du chômage sur les diverses catégories de main-d'œuvre ; il s'agit de *rechercher s'il est possible de fonder une interprétation du chômage — et dans l'affirmative, laquelle — sur l'observation des inégalités entre caté-*